

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 21/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS ex SNECMA**

2 boulevard du Général Martial VALIN  
75015 Paris

Références : 2025-V3-13  
Code AIOT : 0003800745

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/12/2025 dans l'établissement AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS ex SNECMA implanté Rue de l'Épau 59230 Rosult. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS ex SNECMA
- Rue de l'Épau 59230 Rosult
- Code AIOT : 0003800745
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Airfoils Advanced Solutions est une coentreprise des sociétés Safran et Air France - KLM dédiée à la réparation d'aubes de compresseur et de VSV de moteur d'avion. L'établissement est situé au sein de la zone d'activité de Sars-et-Rosières.

Les aubes et VSV reçues sont diagnostiquées et, si elles sont réparables, font l'objet d'un rechargement par soudure plasma, d'un usinage puis d'un traitement de surface visant à lui redonner ses caractéristiques d'origine.

L'activité du site est principalement encadrée par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18/05/2017.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 18/05/2017, article 4.2.1	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/05/2017, article 4.3.2	Sans objet
3	Aménagements des points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 18/05/2017, article 4.4.6.2.1	Sans objet
4	VLE des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/05/2017, article 4.4.11	Sans objet
5	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/05/2017, article 10.2.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions des articles 4.2.1, 4.3.2, 4.4.6.2.1, 4.4.11, et 10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18/05/2017.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prélèvements et consommations d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2017, article 4.2.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Pour les besoins de son activité industrielle SNECMA PARTICIPATIONS a des besoins en eau qui peuvent être estimés de la façon suivante :	
<b>Postes</b>	<b>Consommation (m<sup>3</sup>/an)</b>
Besoins sanitaires du personnel (douches, WC...) et nettoyage des installations	5 000

WC...) et nettoyage des installations	
Réseau incendie (appoints de la cuve de sprinklage suite aux exercices)	600
Traitement de surface (appoints des bains de traitement, vidange des rinçages, purge du laveur...)	1 000
<b>TOTAL</b>	<b>6 600</b>

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )
Réseau public	Rosult	6 000 m <sup>3</sup>

#### Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 29/12/2025 des éléments attestant de l'absence de convention de rejet des eaux dans le réseau public.

Lors de l'inspection du 30/12/2025, l'exploitant a présenté le relevé de consommation d'eau pour l'année 2025, indiquant un volume de 1 216 m<sup>3</sup>, inférieur au volume autorisé de 6 000 m<sup>3</sup>. Le registre de suivi des consommations permet un suivi à une fréquence mensuelle, voire à pas de 30 minutes, avec une répartition des prélèvements par domaine d'usage.

Par mail du 16/01/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le justificatif de la consommation d'eau potable pour l'année 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2017, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan des réseaux présentant l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les secteurs collectés et les réseaux associées, ainsi que les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et le point de rejet du site. Ce document, indiqué comme mis à jour le 23/08/2018, ne comporte cependant pas les éléments requis à l'article 4.3.2, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les disconnecteurs ;</li><li>- les vannes.</li></ul> L'exploitant précise que ces informations figurent dans le manuel de crise. Il a également indiqué disposer d'un séparateur d'hydrocarbures en aval du bassin de récupération des eaux, équipement qui n'apparaît pas sur le plan des réseaux.  Plusieurs acronymes ne sont pas définis et certaines annotations comportent des points d'interrogation (ex. « TPRN ? »). De plus, les diamètres des canalisations sont parfois notés avec des mentions « ? » ou « à confirmer », ne permettant pas d'identifier ces diamètres de manière fiable.  Par mail du 16/01/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la mise à jour du plan des réseaux, ce dernier intègre également les disconnecteurs, les vannes, ainsi que séparateur d'hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Aménagements des points de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2017, article 4.4.6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements des points de prélèvement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux points de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un unique point de prélèvement pour les eaux pluviales, les eaux de process sont traitées en tant que déchets et font donc l'objet d'un traitement séparé par des entreprises externes (il n'y a donc pas de rejets des eaux de process dans le milieu).</p> <p>Le point de prélèvement est sécurisé et facilement accessible.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : VLE des eaux exclusivement pluviales**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2017, article 4.4.11

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux exclusivement pluviales

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1

Paramètres	Concentrations en moyennes journalières (mg/l)
MEST	35
DCO	125
DBO <sub>5</sub>	30
Azote	10
Phosphore	1

Hydrocarbures totaux	5

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les résultats sont consignés dans le dossier "installation classée" prévu l'article 2.6.1.

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est d'environ 9 200 m<sup>2</sup>.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 2 l/s/ha, soit 9 m<sup>3</sup>/h.

#### Constats :

Par mail du 29/12/2025 l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le suivi des prélèvements réalisés conformément aux attendus de l'arrêté préfectoral de 2019 à 2023.

L'exploitant indique cependant une erreur d'analyse par le bureau d'études lors de la réalisation des prélèvements effectués en 2024. Ce dernier a été réalisé sur le réseau des eaux usées de la ville et non pas sur les eaux pluviales. De ce fait, aucune valeur n'est disponible pour l'année concernée.

Pour 2025, le prélèvement a bien été réalisé au point de rejet conforme le 23/12/2025.

Par courriel du 16/01/2026, l'exploitant a transmis les résultats d'analyses 2025 : l'ensemble des paramètres respecte les valeurs fixées par l'arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Autosurveillance des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2017, article 10.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux

#### Prescription contrôlée :

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Remarques
------------	---------------	--------------------------	-----------

**Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : N° 1** (Cf. repérage du rejet à l'Article 4.4.5)

MES	prélèvement et	Ponctuelle, une fois	Les analyses doivent
-----	----------------	----------------------	----------------------

MES	prélèvement et analyse	Ponctuelle, une fois par an	Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.
DCO	prélèvement et analyse	Ponctuelle, une fois par an	Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.
DBO5	prélèvement et analyse	Ponctuelle, une fois par an	Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.
Azote	prélèvement et analyse	Ponctuelle, une fois par an	Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.
Phosphore	prélèvement et analyse	Ponctuelle, une fois par an	Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.
Hydrocarbures totaux	prélèvement et analyse	Ponctuelle, une fois par an	Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.

#### Constats :

L'exploitant est tenu de transmettre les résultats d'auto-surveillance de ses rejets aqueux via la plateforme GIDAF. À ce stade, un problème interne de droits d'accès au sein de la DREAL ne permet pas encore l'utilisation de la plateforme. L'exploitant sera informé dès que cette difficulté sera résolue.

Par mail du 29/12/2025 l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le suivi annuel des prélèvements réalisés de 2019 à 2023 conformément aux attendus de l'arrêté préfectoral sous la forme d'un tableau Excel. Suite à une erreur d'analyse en 2024 (l'analyse a été réalisée par le bureau d'études sur le réseau d'eaux usées de la ville et non sur les eaux pluviales du site), aucune valeur n'est disponible pour cette année.

Par courriel du 16/01/2026, l'exploitant a transmis les résultats d'analyses 2025 : l'ensemble des



paramètres respecte les valeurs fixées par l'arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite